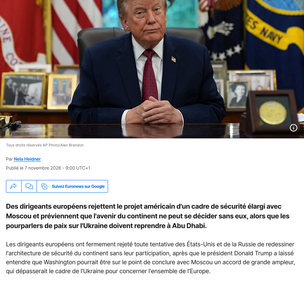
L'UE rejette le projet de Trump d'un accord de sécurité avec la Russie sur "toute l'Europe"



Tous droits réservés AP Photo/Alex Brandon

Par Nasa Haidnar
Publié le 7 novembre 2026 - 9:00 UTC+1

Suivez Euronews sur Google

Des dirigeants européens rejettent le projet américain d'un cadre de sécurité élargi avec Moscou et préviennent que l'avenir du continent ne peut se décider sans eux, alors que les pourparlers de paix sur l'Ukraine doivent reprendre à Abu Dhabi.

Les dirigeants européens ont fermement rejeté toute tentative des États-Unis et de la Russie de redessiner l'architecture de sécurité du continent sans leur participation, après que le président Donald Trump a laissé entendre que Washington pourrait être sur le point de conclure avec Moscou un accord de grande ampleur, qui dépasserait le cadre de l'Ukraine pour concerner l'ensemble de l'Europe.

euronews.
PUBLICITÉ

Ces déclarations, faites jeudi par Trump, ravivent les inquiétudes des alliés européens de Washington, qui craignent que l'administration américaine ne s'oriente vers un accord répondant aux revendications de longue date du président russe Vladimir Poutine, au détriment des intérêts européens.

Trump a décrit cet éventuel accord comme un dispositif *"très important"*, qui concernerait non seulement l'Ukraine, mais aussi *"toute l'Europe"* :

"Ce sera très important. Cela concernera plus que l'Ukraine, et je pourrais même dire que cela pourrait concerner toute l'Europe. Ce sera un grand et magnifique accord, et tout le monde sera ravi", a déclaré Trump, sans fournir davantage de précisions.

Lire aussi
Le ministre finlandais Häkkänen appelle Washington à livrer des missiles Patriot à l'Ukraine

Ces déclarations interviennent alors que son envoyé spécial et gendre, Jared Kushner, a annoncé que Washington travaillait à une architecture de sécurité européenne plus large, destinée à réunir les conditions d'une paix durable.

Cette initiative a immédiatement suscité des objections de la part de responsables européens, qui rappellent que les dispositifs de sécurité du continent sont déjà établis et ne sauraient être renégociés sans leur participation.

Nous disposons déjà d'une architecture de sécurité européenne

- Kaja Kallas -
Chef de la diplomatie de l'Union européenne

"Nous disposons déjà d'une architecture de sécurité européenne", a déclaré vendredi à Varsovie la cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, à des journalistes.

"Le problème, c'est que la Russie ne cesse de violer les traités sur lesquels elle repose. En 2021, l'OTAN ne représentait aucune menace pour la Russie, et elle n'en représente pas davantage aujourd'hui. Poutine n'a pas de droit de veto sur la sécurité européenne."

Kallas a également souligné que l'Union européenne devait être partie prenante de tout accord pour que celui-ci puisse être mis en œuvre.

Le ministre polonais des Affaires étrangères, Radosław Sikorski, a abondé dans son sens, avertissant que tout accord sur l'Ukraine et l'avenir de l'Europe conclu sans la participation des Européens serait à la fois politiquement inacceptable et pratiquement irréalisable.

Lire aussi
Ukraine : la Pologne appelle à ne pas négocier avec la Russie sans inclure l'Europe de l'Est

"Un arrangement sur l'avenir de l'Ukraine et de l'Europe décidé au-dessus de nos têtes ne serait pas seulement imprudent. Il serait tout simplement impossible", a déclaré Sikorski.

De son côté, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andriy Sybiha, a affirmé que Moscou ne pouvait être considérée comme un garant de la sécurité européenne. Il a estimé que la priorité devait être de protéger l'Europe contre l'agression russe plutôt que de négocier avec le Kremlin des zones d'influence.

"Nous devons parler de la manière de nous protéger face à la Russie, et non discuter avec les Russes de sphères d'influence en Europe", a déclaré Sybiha.

À l'issue d'une rencontre vendredi à Varsovie avec la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, Sybiha a réaffirmé la position de Kyiv, soulignant que ni l'avenir de l'Ukraine ni la sécurité de l'Europe ne pouvaient être décidés sans la participation directe des deux parties.

Washington pousse pour un cadre de sécurité plus large

Ce désaccord diplomatique intervient alors que l'administration Trump intensifie ses efforts pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Des représentants américains préparent de nouvelles négociations entre Kyiv et Moscou, qui doivent se tenir à Abu Dhabi la semaine prochaine.

Lire aussi
Réactions des pays du Golfe aux mitterms et possible attaque US en Iran

Après des mois d'impasse diplomatique, Washington a intensifié ses efforts auprès des deux parties afin de trouver un accord susceptible de déboucher sur un règlement durable du conflit.

Plus tôt cette semaine, des représentants américains ont participé à deux jours de discussions à Bruxelles avec des responsables de l'OTAN, de l'Union européenne et des principales puissances européennes. Les échanges ont porté sur les garanties de sécurité à apporter à l'Ukraine ainsi que sur l'avenir de l'architecture de sécurité européenne dans son ensemble.

-shner, qui a pris part aux discussions par visioconférence, a ensuite précisé les ambitions de Washingtor
. matière de sécurité européenne.

Dans une déclaration publiée sur le réseau social X, il a indiqué que les États-Unis travaillaient à l'élaboration de dispositifs concrets visant à répondre aux préoccupations sécuritaires de toutes les parties et à jeter les bases d'une paix durable.

La proposition américaine témoigne d'une volonté de lier la question des garanties de sécurité pour l'Ukraine après la guerre à la relation plus large entre la Russie et l'Occident.

Cette approche ravive toutefois les inquiétudes de longue date des Européens face aux ambitions de Moscou de remettre en cause l'ordre de sécurité instauré après la fin de la guerre froide.

Avant de lancer son invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, la Russie avait adressé un ultimatum à l'OTAN, exigeant une refonte en profondeur de l'architecture de sécurité européenne. Parmi les demandes de Moscou figurait le retrait des forces de l'Alliance des pays l'ayant rejointe après 1997.

L'OTAN avait rejeté ces exigences, rappelant que les États souverains ont le droit de choisir librement leurs propres arrangements en matière de sécurité.

L'Europe réclame une place à la table des négociations

Pour les capitales européennes, l'enjeu n'est pas seulement de savoir si Washington peut négocier la fin de la guerre, mais aussi de déterminer si des décisions qui engagent la sécurité de tout le continent peuvent être prises sans la participation directe des pays concernés au premier chef.

Les Européens réclament depuis plusieurs mois un rôle plus important dans l'initiative diplomatique menée par les États-Unis, alors que les discussions dépassent de plus en plus le seul cadre du conflit en Ukraine.

La porte-parole en chef de la Commission européenne, Paula Pinho, a déclaré vendredi qu'un travail considérable restait à accomplir avant de parvenir à un accord de paix. Elle a également souligné que l'Union européenne entendait définir elle-même ses priorités en matière de sécurité.

De son côté, l'OTAN a réaffirmé que les alliés de l'Ukraine œuvraient à une issue *"juste et durable"* au conflit.

Kushner a tenté de rassurer les partenaires européens en affirmant qu'ils ne seraient pas tenus à l'écart du processus diplomatique élargi. Il a indiqué que Washington entendait les consulter étroitement en marge des négociations prévues à Abu Dhabi et qu'en cas de progrès, les discussions pourraient évoluer vers un format multilatéral plus large, auquel ils seraient directement associés.

Les pourparlers d'Abu Dhabi, un test crucial

Les discussions prévues à Abu Dhabi constitueront un test important de la capacité de Washington à concilier les exigences parfois contradictoires de l'Ukraine, de la Russie et de ses alliés européens.

Les États-Unis cherchent à élaborer des propositions qui pourraient mettre fin aux combats tout en établissant des dispositifs de sécurité capables dempêcher une nouvelle guerre.

Mais les positions de fond restent très éloignées. L'Ukraine réclame des garanties crédibles contre toute agression russe future, tandis que Moscou cherche depuis longtemps à obtenir des restrictions sur la présence et l'influence de l'OTAN en Europe de l'Est.

Les gouvernements européens, eux, sont déterminés à empêcher tout règlement qui récompenserait l'agression militaire russe ou qui porterait atteinte à la souveraineté de l'Ukraine et à son droit de décider de son avenir politique et sécuritaire.

Les efforts de Washington pour négocier avec Moscou un cadre de sécurité européen plus large devront composer avec l'opposition résolue de l'Europe à tout arrangement qui pourrait affaiblir l'OTAN, compromettre les accords de sécurité existants ou limiter la souveraineté des États européens.

Dans le même temps, les réactions de Varsovie, Bruxelles et Kyiv montrent que tout accord négocié principalement entre Washington et Moscou se heurterait à une résistance considérable.

Suivez Euronews sur Google

À découvrir également

Frappes russes sur Kyiv : cinq blessés, un pont et des infrastructures énergétiques endommagés
Un mort et trois blessés lors de frappes en Ukraine, un incendie à la raffinerie russe d'Afipski
Meloni dénonce une approche européenne fragmentée des pourparlers de paix sur l'Ukraine

Guerre Russie / Ukraine | Donald Trump | Politique européenne | Ukraine | Union européenne | Guerre en Ukraine

Discussion

euronews.
PUBLICITÉ

À la une



"Il faut tout changer" : Mélenchon mise sur le meeting du Bourget pour imposer son programme



Nouvelle journée de manifestations en France : participation en "net recul"



Les États-Unis frappent de nouveau l'Iran, Trump évoque des avancées dans les négociations



Pologne : six morts et 15 blessés dans une fusillade à Cracovie, selon les autorités



Des hackers ont sondé les systèmes de réfrigération européens avant les cyberattaques

euronews.

PUBLICITÉ

Les plus lus

1 **L'UE rejette le projet de Trump d'un accord de sécurité avec la Russie sur "toute l'Europe"**

2 **Les États-Unis frappent de nouveau l'Iran, Trump évoque des avancées dans les négociations**

3 **Des hackers ont sondé les systèmes de réfrigération européens avant les cyberattaques**

4 **Nouvelle journée de manifestations en France : participation en "net recul"**

5 **Un bref choc thermique transforme les pales d'éoliennes usées en matériaux de haute valeur**

euronews.

PUBLICITÉ

Recherche

Chercher dans les tags du jour

Guerre en Iran | Guerre en Ukraine | World Travel Market | Police | Espagne | Ukraine | France | Pologne | Euronews Compare | Energie éolienne | Volodymyr Zelensky | France Insoumise

Thèmes

EU News | Europe
Monde | Business
Planète | Next
Santé | Voyage
Culture | Vidéos
Programmes | Nos journalistes
Archives

Services

Plus

Copyright © euronews 2026